



Grande manifestation unitaire à Montréal

22 août

14 heures

À la Place du Canada (coin Peel et René-Lévesque)

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE

Contre les politiques néolibérales
 Mieux **répartir** et **redistribuer** la richesse
Réduire les inégalités et **éliminer** la pauvreté
Protéger les services publics

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
www.nonauxhausses.org



Grande manifestation unitaire à Montréal

22 août

14 heures

À la Place du Canada (coin Peel et René-Lévesque)

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE

Contre les politiques néolibérales
 Mieux **répartir** et **redistribuer** la richesse
Réduire les inégalités et **éliminer** la pauvreté
Protéger les services publics

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
www.nonauxhausses.org



Depuis les 30 dernières années, les gouvernements du Québec ont pris le virage (à droite!) des politiques néolibérales. Privatisations d'entreprises ou de services publics, négociations d'accords de libre-échange, politiques de « déficit zéro », compressions budgétaires dans les services publics et les programmes sociaux et tarification des services publics ne sont que quelques exemples. Maintenant, le gouvernement parle de partenariats publics-privés, du principe d'utilisateur-payeur et d'importantes baisses d'impôts.

Si ces politiques prétendent vouloir que chacunE paie sa juste part, leur conséquence est plutôt l'accroissement des **inégalités sociales**. Les politiques néolibérales appauvrissent la classe moyenne et maintiennent les personnes les plus démunies de notre société dans une situation de pauvreté inacceptable. Et les femmes sont toujours plus pauvres que les hommes.

Alors que le budget 2007 contenait de nouvelles baisses d'impôt bénéficiant aux plus riches et aux entreprises ainsi que l'abolition de la taxe sur le capital, celui de 2010 annonçait une hausse majeure des frais de scolarité, l'instauration d'une taxe santé de 200 \$ par année, une hausse majeure de 20 à 30 % du bloc patrimonial des tarifs d'hydro-électricité à partir de 2014. Ces mesures régressives ont appauvri la classe moyenne québécoise et fragilisé la situation déjà précaire des plus pauvres. La marchandisation des services publics a affaibli notre filet social.

Face à cela, différents groupes sociaux réclament, depuis longtemps, la justice sociale et le respect des droits sociaux et économiques comme l'éducation, un revenu décent, le logement, la liberté d'association ou des conditions de travail justes et favorables.

De fait, il existe des alternatives fiscales pour financer des services publics et des programmes sociaux accessibles et de qualité sans recourir à la tarification et à la privatisation. **Il s'agit d'un choix politique.**

Il y a urgence de revoir les finances publiques pour répartir la richesse et cela devrait être au cœur de la présente campagne électorale.

La grève générale étudiante a entraîné une mobilisation sans précédent de plusieurs pans de la société exaspérés de voir la classe politique défendre les intérêts d'une minorité de privilégiés. Ce n'était que l'éveil d'un peuple.

Le 22 août, démontrons que la mobilisation populaire **contre la hausse des frais de scolarité, la taxe santé, la hausse des tarifs d'hydro-éлектриtés, la corruption, les PPP et la vision néolibérale de notre société se poursuit.**

Le 22 août, étudiantes et étudiants, travailleuses et travailleurs, locataires, personnes en situation de pauvreté, militantes et militants, manifestons,

**ENSEMBLE,
POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE!**

Depuis les 30 dernières années, les gouvernements du Québec ont pris le virage (à droite!) des politiques néolibérales. Privatisations d'entreprises ou de services publics, négociations d'accords de libre-échange, politiques de « déficit zéro », compressions budgétaires dans les services publics et les programmes sociaux et tarification des services publics ne sont que quelques exemples. Maintenant, le gouvernement parle de partenariats publics-privés, du principe d'utilisateur-payeur et d'importantes baisses d'impôts.

Si ces politiques prétendent vouloir que chacunE paie sa juste part, leur conséquence est plutôt l'accroissement des **inégalités sociales**. Les politiques néolibérales appauvrissent la classe moyenne et maintiennent les personnes les plus démunies de notre société dans une situation de pauvreté inacceptable. Et les femmes sont toujours plus pauvres que les hommes.

Alors que le budget 2007 contenait de nouvelles baisses d'impôt bénéficiant aux plus riches et aux entreprises ainsi que l'abolition de la taxe sur le capital, celui de 2010 annonçait une hausse majeure des frais de scolarité, l'instauration d'une taxe santé de 200 \$ par année, une hausse majeure de 20 à 30 % du bloc patrimonial des tarifs d'hydro-électricité à partir de 2014. Ces mesures régressives ont appauvri la classe moyenne québécoise et fragilisé la situation déjà précaire des plus pauvres. La marchandisation des services publics a affaibli notre filet social.

Face à cela, différents groupes sociaux réclament, depuis longtemps, la justice sociale et le respect des droits sociaux et économiques comme l'éducation, un revenu décent, le logement, la liberté d'association ou des conditions de travail justes et favorables.

De fait, il existe des alternatives fiscales pour financer des services publics et des programmes sociaux accessibles et de qualité sans recourir à la tarification et à la privatisation. **Il s'agit d'un choix politique.**

Il y a urgence de revoir les finances publiques pour répartir la richesse et cela devrait être au cœur de la présente campagne électorale.

La grève générale étudiante a entraîné une mobilisation sans précédent de plusieurs pans de la société exaspérés de voir la classe politique défendre les intérêts d'une minorité de privilégiés. Ce n'était que l'éveil d'un peuple.

Le 22 août, démontrons que la mobilisation populaire **contre la hausse des frais de scolarité, la taxe santé, la hausse des tarifs d'hydro-éлектриtés, la corruption, les PPP et la vision néolibérale de notre société se poursuit.**

Le 22 août, étudiantes et étudiants, travailleuses et travailleurs, locataires, personnes en situation de pauvreté, militantes et militants, manifestons,

**ENSEMBLE,
POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE!**